

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau du Développement Durable  
Ref : dossier ICPE R0006722



**Arrêté portant mise en demeure  
de respecter les prescriptions  
relatives au Groupe Coopératif Occitan à Lavaur.**

Le Préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.511-1,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'à l'émission de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2003 autorisant le Groupe Coopératif Occitan à exploiter des silos métalliques de stockage de céréales, situés Route de Gaillac à Lavaur,
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2004, donnant délégation de signature à Monsieur Christian JOUVE, Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,
- Vu le rapport établi en date du 15 décembre 2004 par l'inspecteur des installations classées,
- Vu le courrier du 15 décembre 2004 par lequel l'inspecteur des installations classées a envoyé le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure au Groupe Coopératif Occitan,
- Considérant que lors de la visite de l'inspecteur des Installations Classées, la non-conformité de l'établissement, au regard de certaines dispositions de l'article 7.2 des prescriptions techniques, annexées à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2003 précité, a été établie,

Considérant, en effet, que l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de vérification de la résistance des vannes d'isolement à guillotine des cellules de la galerie de reprise, cette vérification ne pouvant être effectuée que par le constructeur ou un organisme tiers indépendant,

Considérant, en outre, l'absence d'un dispositif adapté qui interdise l'exploitation des cellules présentes au dessus de la galerie de reprise tant que les portes d'isolement ne sont pas fermées,

Considérant, de surcroît, le mauvais fonctionnement des systèmes de ferme-portes automatiques, destinés à isoler la galerie de reprise,

Considérant que toutes ces constatations sont de nature à remettre en cause la sécurité intrinsèque d'une partie de l'installation,

Considérant qu'il y a donc lieu pour sécuriser le site de mettre en demeure le Groupe Coopératif Occitan de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2003 précité,

## ARRETE

### Article 1er :

Le Groupe Coopératif Occitan, est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de silos métalliques de stockage de céréales, sis Route de Gaillac à Lavaur, **dans un délai n'excédant pas un mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté, certaines dispositions, figurant à l'article 7.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2003, et notamment :

- le découplage des cellules de la galerie de reprise en assurant la fermeture des vannes d'isolement à guillotine existantes, dont l'exploitant doit vérifier auprès du constructeur ou d'un organisme tiers compétent, qu'elles soient suffisamment résistantes pour assurer cette fonction,
- la mise en place des systèmes de ferme-portes automatiques destinés à isoler la galerie de reprise, quelles que soient les circonstances d'exploitation en matière d'aération.

### Article 2 :

Faute pour le Groupe Coopératif Occitan de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions suivantes, prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, qui dispose, et ce indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées :

- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux, il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines.
- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites.

- soit suspendre par arrêté, après avis du conseil départemental d'hygiène, le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

### Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Toulouse) par

- le Groupe Coopératif Occitan, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de CASTRES, le maire de Lavaur et l'inspecteur des installations classées sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée à la mairie de LAVAUUR pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à ALBI, le 17 JAN 2005  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Christian JOUVE